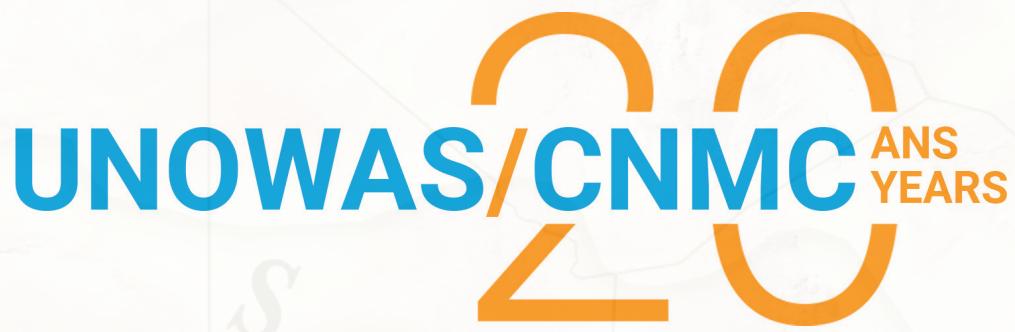




Des élections pour consolider la Paix et la Gouvernance



Une femme vote lors des élections générales au Nigeria



*20 ans d'engagement pour la promotion
de la paix et la prévention des conflits*

A lire dans ce numéro



Des élections pour consolider la Paix et la Gouvernance



Au Conseil de sécurité, UNOWAS appelle à l'organisation, en 2023, d'élections inclusives et transparentes



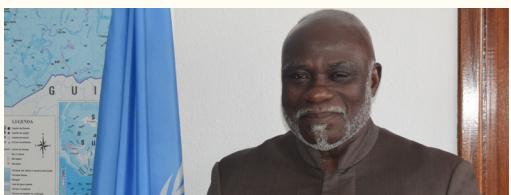
UNOWAS et la Mauritanie renforcent leur partenariat



Une nouvelle alternance au Nigeria



Dialogue public avec les femmes et les jeunes dans le contexte des élections générales au Nigéria



«Ma priorité est de soutenir les efforts de la Guinée-Bissau en faveur d'élections législatives libres, équitables et inclusives»
- Interview Anthony Ohemeng-Boamah



« Cette Guinée doit renaître avec force dans la paix et pour la paix »



Un Grand Rendez-vous pour discuter de la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et centrale



Alerte pour les enfants du Sahel central



Fatou Jeng : "The youth are powerful agents of change"

**Giovannie BIHA**

Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et Cheffe par intérim de l'UNOWAS/CNMC

Des élections pour consolider la Paix et la Gouvernance

L'année 2023 est une année importante pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Les populations de six pays sont appelées à voter dans diverses élections majeures, dont l'organisation pacifique, crédible et inclusive jouera un rôle vital dans la consolidation de la paix et la gouvernance.

Le Nigeria a été le premier à inaugurer cette série d'élections en organisant des élections présidentielles le 25 février et les gouvernementales le 18 mars. S'ensuivront prochainement, la Mauritanie (élections législatives et locales - le 13 mai), la Gambie (locales, le 13 mai), Guinée Bissau (législatives le 4 juin), Sierra Leone (élection générale le 24 juin), Liberia (présidentielles et législatives le 10 octobre), et la Côte d'Ivoire (locales le 2 septembre).

Ces élections suscitent un grand espoir chez les populations qui aspirent à la paix et au développement. Mais elles peuvent également être une source de tensions, susceptibles de troubler, voire de menacer la stabilité d'un pays.

Les Nations Unies, à travers les agences spécialisées comme le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et ONU Femmes, ainsi que les bureaux des Résidents Coordinateurs appuient leurs partenaires nationaux dans leurs efforts de préparation et d'organisation des élections pour qu'elles se tiennent dans un climat apaisé.

Animé également par la réalisation de cet objectif, le Bureau des Nations Unies en Afrique de l'Ouest et au Sahel (UNOWAS), consacre une grande partie de ses efforts en matière de bons offices au soutien des autorités et des acteurs nationaux pour qu'ils mettent tout en œuvre pour favoriser l'organisation de scrutins pacifiques, transparents et inclusifs

Les différentes missions de bons offices entreprises avant, pendant et après la tenue des élections présidentielles au Nigeria en février dernier, par exemple, ainsi que le soutien fourni à l'organisation des forums des parties prenantes et l'engagement des candidats encadré par un accord pour des élections

pacifiques, respectueuses de l'Etat de droit et des droits de l'homme, démontrent la volonté indéfectible de l'UNOWAS de mobiliser tout le monde en faveur de la consolidation de la paix et la démocratie au Nigeria, et dans les pays de la sous-région.

Mais au-delà de la nécessité d'œuvrer pour la tenue de scrutins pacifiques, il faudra redoubler d'effort pour poursuivre la mobilisation contre les défis, multiples et pernicieux, auxquels font face les pays en Afrique de l'Ouest. Car des chantiers majeurs persistent et exigent notre engagement à tous pour améliorer les conditions de vie des populations et la situation économique, renforcer la bonne gouvernance et l'Etat de droit, et consolider la paix.

En coordination avec ses partenaires, UNOWAS continuera son engagement pour soutenir l'organisation des élections pacifiques, transparentes et inclusives, et restera mobilisé à travers ses diverses activités et interventions pour promouvoir la paix, le développement et la démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel.

La Commission Mixte Cameroun-Nigeria en Action

Activités

Faciliter le retrait des troupes et le transfert d'autorité dans la zone du lac Tchad, le long de la frontière terrestre et dans la presqu'île de Bakassi

Réalisations

La CMCN a facilité le transfert pacifique de l'autorité de Bakassi au Cameroun par le biais de l'Accord de Greentree, conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Délimitation de la frontière terrestre et délimitation de la frontière maritime entre les deux pays

2 050 kilomètres de démarcation ont été enquêtés et approuvés par le Cameroun et le Nigeria sur un total d'environ 2 100 kilomètres.

Délimitation de la frontière maritime conformément à l'arrêt de la Cour Internationale de Justice.

Sur un total of 2696 pilliers à mettre en place, 1673 bornes ont déjà été construites et placées.

Répondre aux besoins des populations locales dans les zones frontalières affectées par les activités de démarcation

La CMCN, en liaison avec des partenaires, a développé des programmes en faveur des populations pour atténuer les impacts causés par la démarcation.

Faire des recommandations sur le renforcement de la confiance afin de promouvoir les opérations de coopération transfrontalières

La Commission mixte a également approuvé les recommandations de coopération transfrontalière sur les gisements d'hydrocarbures à cheval sur la frontière maritime.

14ème réunion du Comité de pilotage de l'UNISS



La 14ème réunion du Comité de pilotage de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) s'est tenue le 16 février à Dakar, afin d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre de l'UNISS et de fournir de nouvelles orientations. La réunion a été co-présidée par la Représentante spéciale Adjointe des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Giovanie Biha et la Directrice régionale du PNUD pour l'Afrique, Ahunna Eziakonwa, sous le leadership d'Abdoulaye Mar Dieye, Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel. Les participants ont recommandé d'accroître la flexibilité et l'agilité des interventions des Nations Unies au Sahel, de renforcer la coopération transfrontalière et d'améliorer les interventions dans les périphéries.

Changement climatique et sécurité – Mission technique en Mauritanie



UNOWAS a entrepris, du 19 au 25 mars, une mission technique en Mauritanie qui s'est rendue dans la région de Hodh Ech Chargui, notamment à Bassikounou, Fassala et le camp de réfugiés de M'bera. Les changements climatiques étant un multiplicateur de risques, la mission a observé l'aggravation de la situation sécuritaire et l'impact du changement climatique. En outre, la mission a évalué la dynamique des conflits régionaux, en mettant l'accent sur l'arrivée des populations déplacées du Mali depuis le début de 2023. Les partenaires internationaux se sont dit préoccupés par l'engagement limité des donateurs pour faire face aux impacts de la crise malienne sur la Mauritanie.

Rencontre avec le Secrétaire exécutif du G5-Sahel



Le 3 mars, Mme Biha a rencontré le Secrétaire exécutif du G5-Sahel, Eric Tiare, à Dakar pour discuter des recommandations du récent Sommet extraordinaire du G5-Sahel et de la réunion des ministres de la Défense, et la coopération entre le G5 Sahel et l'ONU. Le Secrétaire exécutif a souligné la solidarité qui prévaut entre ses États membres et la préoccupation liée à la situation sécuritaire actuelle au Burkina Faso. M. Tiare a indiqué que le prochain Conseil des ministres, prévu pour le 20 mars, examinerait les projets de développement prioritaires présentés par chaque pays.

Mission d'UNOWAS au Mali



Du 12 au 16 mars, UNOWAS a mené une mission au Mali pour dialoguer avec la MINUSMA, les agences des Nations Unies et les partenaires, avec un double objectif d'évaluer les implications régionales de la crise au Mali ; et d'identifier les domaines d'appui à la MINUSMA sur l'agenda changement climatique et sécurité. UNOWAS et la MINUSMA ont échangé sur la situation des zones frontalières avec le Mali et le Burkina Faso, la récente vague d'attaques au Togo et les réponses des pays côtiers, et le déplacement d'environ 5000 Maliens vers la Mauritanie suite à une montée de l'insécurité. En ce qui concerne le changement climatique, la MINUSMA et UNOWAS ont noté son effet multiplicateur sur l'insécurité, affectant les activités de subsistance, les ressources en eau, les tensions entre agriculteurs et éleveurs.

Formation de la Commission de la consolidation de la paix : mobiliser un appui supplémentaire en Guinée-Bissau



Entre les 14 et 15 février, la Représentante spéciale adjointe BIHA a pris part à une délégation de haut niveau aux côtés du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de la consolidation de la paix, S.E. M. Ronaldo Costa Filho, et de la Sous-Secrétaire générale des Nations Unies à l'appui à la consolidation de la paix, Mme Elizabeth Spehar. La visite s'est concentrée sur les prochaines élections en Guinée-Bissau qui ont été la cause de certaines tensions en raison du report de la date initiale du 18 décembre 2022. La délégation a participé aux réunions du Président de la République de Guinée-Bissau, de hauts responsables gouvernementaux, des partis politiques, ainsi que des partenaires internationaux de développement clés.

UNOWAS

- ◆ UNOWAS, Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, a été établi en 2002 en tant que mission politique spéciale régionale du Département des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix (DPPA) des Nations Unies.
- ◆ UNOWAS est dirigé par un Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Mme Giovannie BIHA est la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Cheffe de l'UNOWAS/CNMC par intérim.
- ◆ UNOWAS est mandaté par le Conseil de sécurité pour agir pour la prévention et la résolution des crises et des conflits à travers un rôle actif dans la diplomatie préventive, les bons offices, et la médiation politique.
- ◆ UNOWAS met en œuvre son mandat dans 16 pays : Bénin, Burkina Faso, Cabo-Verte, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo et (Tchad).
- ◆ UNOWAS travaille en étroite collaboration avec les différentes entités des Nations Unies et les partenaires régionaux et internationaux tels que la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest, l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée, le Groupe des Cinq pour le Sahel et l'Union Africaine, pour consolider la paix et prévenir les conflits.
- ◆ UNOWAS soutient les 16 pays dans leurs efforts pour consolider la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme et de l'état de droit, et l'intégration du genre dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits.
- ◆ UNOWAS contribue à l'analyse et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur la sécurité et la stabilité dans la sous-région. UNOWAS soutient également les institutions sous-régionales et les États dans leurs efforts à faire face aux menaces transfrontalières et transversales qui pèsent sur la paix et la sécurité dans la sous-région.
- ◆ UNOWAS contribue à la mise en œuvre de la Stratégie Intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS) pour soutenir les pays du Sahel à faire face aux multiples défis sécuritaires, de développement, la gestion des effets du changement climatique et la promotion du développement durable.
- ◆ Le Représentant spécial du Secrétaire général est également le Président de la Commission Mixte Cameroun-Nigéria (CMCN), créée pour faciliter la mise en œuvre de l'arrêt rendu en 2002 par la Cour internationale de justice (CIJ) sur le différend frontalier entre le Cameroun et le Nigéria.
- ◆ La CMCN appuie le travail de démarcation de la frontière entre le Cameroun et le Nigéria. Elle soutient la réponse aux besoins des populations touchées par la démarcation. Depuis sa création, la CNMC a pu démarquer 2050 km de frontière sur un tracé de frontière estimé à 2100 km.

Au Conseil de sécurité, UNOWAS appelle à l'organisation, en 2023, d'élections inclusives et transparentes

Le 10 janvier 2023, la Représentante spéciale adjointe pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Giovanie Biha, a présenté le rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité. Le rapport couvre les développements et les tendances observées en Afrique de l'Ouest et au Sahel, au cours du second semestre 2022. Politique et gouvernance, situation socio-économique, sécuritaire et humanitaire, élections, les droits humains, le genre, sont autant de questions abordées durant le Conseil de sécurité.



Situation sécuritaire et humanitaire inquiétante

Dans son intervention, Mme BIHA a souligné que certains pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ont continué à enregistrer des avancées démocratiques, tandis que d'autres font toujours face à des problèmes d'insécurité combinés à des crises humanitaires ainsi qu'à un déficit de la bonne gouvernance.

Les conditions de sécurité dans la sous-région ont continué de se détériorer, notamment dans le centre du Sahel, en particulier au Burkina Faso et au Mali. « Malgré les efforts déployés par les forces de sécurité nationales et les partenaires internationaux, l'insécurité s'est à nouveau détériorée dans une grande partie de la région » a déclaré Mme BIHA aux Membres du Conseil de Sécurité. La Représentante

spéciale a souligné que la situation humanitaire est alarmante dans la région du Sahel Central qui continue « de faire face à des défis multidimensionnels, des niveaux de sécurité et des défis humanitaires sans précédent, une instabilité sociopolitique, encore aggravée par l'impact du changement climatique, et une insécurité alimentaire exacerbée par le conflit Ukraine-Russie ».

Elle a attiré l'attention sur la situation de millions d'enfants de la région qui n'ont pas accès à l'éducation suite à la fermeture de dix mille écoles en raison de l'insécurité. "Les groupes non étatiques se battent entre eux pour la suprématie, poussant les États à la marge et causant une misère indicible à des millions de personnes qui ont dû quitter leurs communautés pour chercher la sécurité", a-t-elle déclaré.

A ce propos, Mme BIHA a encouragé dirigeants de la région « à intensifier leurs efforts collectifs pour lutter contre l'insécurité dans le cadre de l'Initiative d'Accra. « Une approche holistique est nécessaire, et la création de la Force conjointe de l'Initiative est un développement important à cet égard » a-t-elle souligné.

Partenariat continu

Sur le plan politique, Mme BIHA a souligné que « UNOWAS travaille avec les parties prenantes et partenaires nationaux pour promouvoir un consensus politique et assurer des conditions de concurrence équitables avant les élections prévues cette année dans la sous-région ». Le Nigeria a organisé les élections présidentielles le 25 février

er 2023 et les législatives ont eu lieu au Bénin le 8 janvier 2023. Elle a, par ailleurs, salué les efforts des acteurs nationaux, des institutions régionales et internationales, qui ont abouti à des accords sur la durée des transitions au Burkina Faso et en Guinée.



Malgré les efforts déployés par les forces de sécurité nationales et les partenaires internationaux, l'insécurité s'est à nouveau détériorée dans une grande partie de la région

Elle a assuré de l'engagement actif et continu de l'UNOWAS « dans le mécanisme de suivi et d'évaluation convenu entre le Burkina Faso et la CEDEAO, et dans l'opérationnalisation du calendrier de transition en Guinée ».

La Représentante spéciale adjointe a, en outre, encouragé « le système des Nations unies à poursuivre le soutien aux pays concernés en se concentrant sur la réponse aux griefs qui sont à l'origine des coups d'État ».

Mme BIHA s'est également félicitée que « plusieurs pays de la région aient adopté une nouvelle législation nationale en faveur de la parité en matière de participation dans la prise de décision politique, après des années de plaidoyer soutenu ».

Clôturant sa déclaration, la Représentante spéciale adjointe a réitéré l'engagement d'UNOWAS à continuer d'accompagner les acteurs nationaux et régionaux pour renforcer la paix et la stabilité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, tout en mentionnant que « UNOWAS travaille avec le Bureau du Coordonnateur spécial pour le développement au Sahel ainsi qu'avec la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ».

Les membres du Conseil ont félicité UNOWAS pour son travail, et ont exprimé leur soutien au renouvellement du mandat d'UNOWAS.



UNOWAS et la Mauritanie renforcent leur partenariat



A l'approche de la tenue des élections législatives et locales, prévues le 13 mai, et à la suite de la prise de la présidence tournante par la Mauritanie du G5 Sahel, la Représentante adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Giovannie Biha, s'est rendue en Mauritanie pour une visite de travail de trois jours. Objectif renouveler l'engagement de l'UNOWAS et renforcer le partenariat avec la Mauritanie.

La présence des Nations Unies en Mauritanie témoigne d'un partenariat de qualité. Depuis des années, dix-sept agences, Fonds et programmes œuvrent en concert pour contribuer à l'accélération de l'atteinte des Objectifs du Développement Durable (ODD), en tenant compte des priorités nationales du Gouvernement mauritanien, notamment la croissance inclusive, le capital humain et son accès aux services sociaux de base, et l'amélioration de la gouvernance. A celles-ci s'ajoutent, désormais, d'autres priorités régionales, notamment à la suite de la prise, en février dernier, par la Mauritanie de la présidence tournante du G5 Sahel, et une autre nationale, l'organisation des élections législa-

tives, locales et municipales le 13 mai prochain. Aussi, dans ce contexte, il était nécessaire pour le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) de prendre attaché avec les autorités mauritanienes afin d'échanger avec elles sur le soutien que les Nations Unies et leurs partenaires pourront apporter pour, d'un côté, renforcer le rôle du G5 Sahel, et de l'autre, renforcer celui de la gouvernance, à travers la tenue des élections législatives et locales, crédible et transparentes.

Role prépondérant

C'est dans cet objectif que la Représentante adjointe du Secrétaire génér-

ral des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Mme Giovannie Biha, a effectué une visite de travail de trois jours (27-29 mars) en Mauritanie durant laquelle elle a été reçue en audience par Son Excellence M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République Islamique de Mauritanie. Elle a également eu une série d'entretiens avec les différents membres du gouvernement, notamment, M. Salem Ould Merzoug, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritaniens de l'extérieur ; M. Hanena Ould Sidi, ministre de la Défense nationale ; Mme Saviya Mint N'Tehah, ministre de l'Action sociale, de l'enfance et de la famille ; M. Mohamed Ahmed Ould Mo-

hamed Lemine, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, et avec M. Ousmane Mamoudou Kane, ministre des Affaires économiques et de la Promotion des secteurs productifs. Mme Biha a aussi rencontré le Président de la CENI, M. Dah Ould Abdel jelil, ainsi que l'organisation de la société civile, l'initiative des femmes Mourchidâtes.

En effet, le partenariat entre la Mauritanie et les Nations Unies, la situation nationale et régionale, notamment les prochaines élections législatives et locales, et le soutien au G5 Sahel pour

faire progresser la paix et le développement au Sahel, étaient parmi les sujets abordés durant les différentes rencontres. Tout en saluant le rôle prépondérant de la Mauritanie dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité, Mme Biha a réitéré le soutien des Nations Unies à la présidence mauritanienne du G5 Sahel, qui selon elle, apportera une contribution majeure à la redynamisation de l'organisation.

Concernant la tenue des élections législatives, locales et municipales, Mme Biha a réaffirmé le soutien des Nations

Unies pour accompagner l'engagement des autorités mauritanienes dans l'organisation des élections crédibles, inclusives et transparentes.

UNOWAS, en coordination avec le système des Nations Unies en Mauritanie et les autres partenaires resterons mobilisés pour soutenir les efforts inlassable des autorités et du peuple mauritanien pour davantage consolider la paix et le développement.

Les Nations Unies en Mauritanie, au service de la paix et du développement

Le Bureau du Coordonnateur Résident des Nations Unies en Mauritanie, en coordination avec 17 agences résidentes et non-résidentes, fonds et programmes qui représentent l'équipe pays des Nations Unies, travaillent activement ensemble pour relever les défis humanitaires et de développement auxquels le pays est confronté.

Dans le cadre du Cadre de partenariat pour le développement durable, le système des Nations unies offre à la Mauritanie un réservoir unique de compétences et de ressources, et s'engage à assurer une présence plus efficace, rationnelle, cohérente et concertée dans le pays, conformément à la politique de réforme des Nations unies, et plus particulièrement à l'approche «Unis dans l'action» qui contribue à accélérer la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), en tenant compte des priorités nationales du gouvernement mauritanien.

Le bureau de la Coordinatrice Résidente en Mauritanie, dirigé par Mme Lila Pieters Yahia, a été actif et engagé dans le soutien au gouvernement et aux autres parties prenantes de la Mauritanie dans leurs efforts pour préparer et organiser les prochaines élections législatives et locales en mai, conformément aux recommandations de la Mission d'Evaluation des Besoins (NAM).

A cet effet, Mme Lila Pieters Yahia s'est régulièrement entretenue avec les ministres concernés et le président de la CENI, ainsi qu'avec les chefs des partis politiques et les représentants de la société civile, en particulier les organisations de femmes, afin d'écouter leurs besoins et de réitérer l'importance de la transparence et de l'inclusivité. Il s'est agi, par exemple, de plaider en faveur de l'extension des inscriptions sur les listes électorales afin de permettre au plus grand nombre de voter, de soulever des inquiétudes quant au risque de diminution de la représentation des femmes et d'attirer l'attention sur le risque d'un pourcentage élevé de bulletins nuls en raison de la nécessité pour les électeurs de déposer six bulletins différents en même temps.

La coordinatrice résidente des Nations unies a également joué un rôle actif en encourageant le système des Nations unies à renforcer son soutien à la Mauritanie avant les élections, en particulier le PNUD, le HCDH, l'UNESCO et UN WOMEN, dans les domaines de l'appui technique aux élections, des droits de l'homme, des communications et de la participation politique des femmes et des jeunes.

Une nouvelle alternance au Nigeria

Pour la 6ème fois consécutive depuis le retour à un régime civil en 1999, le Nigeria, a tenu le 25 février 2023, les élections présidentielle, législatives et sénatoriales, et le 17 mars 2023, l'élection des gouverneurs. Un scrutin important pour les Nigérians et pour l'Afrique de l'Ouest qui fait face à des tensions liées aux changements anticonstitutionnels.



Géant d'Afrique, pays le plus peuplé d'Afrique, ou encore plus grande puissance économique d'Afrique, sont autant de qualificatifs utilisés pour parler du Nigeria. Ce pays de l'Afrique de l'Ouest, Fédération multiethnique et diversifiée de 36 États autonomes, jouit de deux décennies d'élections et de transitions politiques pacifiques, après une longue période de régime militaire.

Riche en ressources naturelles, d'une population jeune et entreprenante et d'un secteur privé dynamique, mais selon la Banque Mondiale, le Nigéria abrite la deuxième plus grande population de pauvres au monde avec plus de 40 % de sa population vivant dans

la pauvreté. Ce contexte combiné aux divers défis notamment sécuritaires, a placé l'échéance électorale au centre de l'attention des Nigérians et celle de la communauté internationale.

Forte mobilisation des jeunes

Plus de 93 millions de nigérians à travers le pays ont été appelés à voter le samedi 25 février dernier pour élire parmi les dix-huit candidats en lice, le nouveau Chef d'Etat qui succèdera au président sortant, Muhammadu Buhari.

Dès le matin du jour du scrutin, les Nigérians se sont précipités aux bureaux de vote pour remplir leur de-

voir civique. Partout dans le pays, on pouvait remarquer de longues files comprenant des femmes, des hommes, des personnes âgées et des jeunes attendant patiemment leur tour pour mettre leur bulletin de vote dans l'urne, et choisir un candidat parmi les candidats en course à l'élection présidentielle, et 469 membres de l'Assemblée nationale parmi les 4223 candidats.

Cette année, ces élections ont revêtu une touche particulière avec une grande participation des jeunes. Selon les statistiques de la Commission Indépendante Electorale du Nigeria (INEC), 75 % du total des votants sont âgés de moins de 50 ans. Rappelons

que le Nigeria est l'un des pays qui connaît la croissance démographique la plus rapide au monde. Avec une population actuelle estimée à 216 millions, 42 % ont moins de 15 ans et 70 % moins de 30 ans. Les jeunes se sont non seulement massivement engagés à faire entendre leur voix mais aussi à être actifs tout au long du processus électoral.

Nous ne pouvons pas en dire autant pour les femmes qui constituent 50 % de la population nigériane. D'aucuns estiment que la participation politique des femmes au Nigéria est inférieure aux normes mondiales. Et ces dernières élections viennent confirmer ces assertions : On ne compte qu'une seule femme parmi les 18 candidats. – Ojei Chichi du Allied People's Movement (APM). Dans les aspirations au poste de gouverneur, à travers les 36 Etats du Nigeria, une seule femme est candidate, Aisha Binani de l'All Progressive Congress (APC) dans l'État d'Adamawa.

Faible taux de participation

Le système de vote au Nigeria est similaire à celui des Etats-Unis. Les 93 millions d'inscrits devaient élire au suffrage universel direct le Président de la République et le vice-président, 360 députés, 109 sénateurs et 36 gouverneurs des Etats fédérés et l'Assemblée de chaque état. Avec 25 % des suffrages dans au moins deux tiers des trente-six États et la capitale fédérale et une majorité simple des votes, un candidat à la présidentielle est élu au premier tour. Dans le cas contraire, un second tour s'impose.

Organisées dans un contexte de crise économique marquée par des pénuries d'essence et de billets de banque, et d'insécurité, ces élections ont, malheureusement, vu une faible participation. En effet, près de 25 millions sur le

nombre total d'inscrits ont exercé leur devoir civique, portant le taux de participation à 26,7%.

Plusieurs missions d'observations comme le Commonwealth, l'Union Africaine, la CEDEAO, l'Union Européenne, les Etats-Unis, ont déclaré que les élections se sont déroulées dans le calme, mais pas sans souci. Elles ont relevé des problèmes de logistique et de sécurité qui, à des endroits, ont entaché le bon déroulement du vote. La pénurie de liquidités causée par la refonte du Naira (monnaie nationale) n'a pas facilité le déplacement des populations vers les bureaux de vote. Cet aspect pourrait probablement expliquer la faible participation électorale, selon les observateurs.

Malgré la volonté affichée par la commission électorale INEC d'améliorer le processus de vote et de le rendre plus transparent à travers la mise en place d'un système de gestion électorale de haute technologie, l'étape de la collecte et du comptage des voix a été, selon les missions d'observations effectuée dans un environnement de tension. Cinq jours après l'élection présidentielle du 25 février, M. Bola Tinubu, Candidat du parti au pouvoir APC, a été déclaré vainqueur de ce scrutin par l'INEC. M. Tinubu gagne au premier tour avec 8,7 millions de voix, soit environ 36% des voix.

Suite à des problèmes techniques, INEC a dû reporter d'une semaine des élections des gouverneurs qui devaient initialement se tenir le 11 mars 2023. Les électeurs se sont rendus aux urnes le samedi 18 mars pour choisir 28 gouverneurs sur les 36 Etats du pays. Selon les missions d'observations, des violences ont été signalées forçant, dans plusieurs zones, une interruption du scrutin qui a enregistré un taux de participation encore plus bas que celui de l'élection présidentielle.

Un attachement à la paix

L'équipe pays des Nations Unies au Nigeria ainsi que le bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) ont toujours démontré un engagement constant pour la consolidation de la paix au Nigeria. En témoignent, les bons offices menés depuis 2022 par l'ancien Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies d'alors, Mahamat Saleh Annadif, et aujourd'hui, par la Représentante spéciale adjointe, Giovanie Biha qui ont permis de renforcer le message d'élections pacifiques et de rappeler aux acteurs clés leurs responsabilités à cet égard.

Afin d'appuyer l'organisation d'élections pacifiques, crédibles, transparentes et inclusives, UNOWAS, en collaboration avec le bureau de la Coordination des Nations Unies au Nigeria, a soutenu le Comité national de la paix, dans l'organisation de cinq forums de haut niveau des parties prenantes dans les États de Kaduna, Kano, Cross River, Enugu et Oyo, et la signature, les 29 septembre 2022 et 23 février 2023, des deux accords de paix entre les différents candidats.

A travers ces élections générales de 2023, les Nigérians ont réaffirmé leur attachement à la paix, en faisant de cette transition politique pacifique un étandard pour le développement et la prospérité au Nigeria et dans la Sous-région.

Le nouveau président élu, ainsi que et les nouveaux gouverneurs devront répondre aux attentes et aspirations de la population. « Je serai un leader équitable pour tous les Nigérians. Je serai en phase avec vos aspirations, je rechargerai vos énergies et j'exploiterai vos talents pour livrer une nation dont nous pouvons être fiers, » a dit le président élu Bola Tinubu.

Dialogue public avec les femmes et les jeunes dans le contexte des élections générales au Nigéria



Une jeune femme brandissant le drapeau du Nigeria

En collaboration avec ONU Femmes et dans le contexte des élections au Nigéria, UNOWAS a soutenu la section nigériane du Groupe de travail sur Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel (GTFPS-AOS) en organisant, le 8 février 2023, un dialogue avec les femmes et les jeunes du pays.

Les questions d'inclusion politique étaient au cœur de l'événement, en particulier l'inclusion des femmes et des jeunes dans les élections générales. Les menaces à la sécurité touchent de manière disproportionnée les femmes et les jeunes, c'est pourquoi l'un des principaux objectifs était de considérer ces menaces du point de vue des femmes et des jeunes. Il a été également souligné l'importance de plaider en faveur d'un rôle actif des femmes et des jeunes dans le processus visant à garantir des élections pacifiques et inclusives et de promouvoir l'engage-

ment avec les politiciens pour partager les perspectives sur l'agenda Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité. Comme l'a souligné le Dr. Lydia Umar, représentante du Groupe de travail au Nigéria, dans son discours d'ouverture, le dialogue ouvert a été l'occasion de fournir un moyen où les femmes et les jeunes peuvent exprimer leurs préoccupations électorales et identifier une voie à suivre.

110 participants ont assisté à cette session. Les organisations de la société civile, les femmes, les jeunes, les agenc-

es de paix et de sécurité, les forces de police nigériaines, le Corps de défense civile, les représentants des partis politiques Peoples Democratic Party (PDP), All Progressives Congress (APC) et Young Progressives Party (YPP), les femmes et les jeunes candidats aux élections et les représentants des médias étaient présents. Des représentants de la CEDEAO, de l'UNOWAS, d'ONU Femmes, du ministère fédéral de la Jeunesse et du Développement sportif, du ministère fédéral des Affaires féminines, de l'Institut pour la paix et la résolution des conflits et du



Fonds fiduciaire nigérian, comprenaient parmi les invités.

Le point de vue des femmes et des jeunes

Les travaux de la journée comprenaient plusieurs tables rondes sur des questions clés et se sont terminés avec les recommandations des représentants de jeunes pour une mise en œuvre efficace des programmes Femmes, Paix, et Sécurité, et Jeunes, Paix et Sécurité au Nigéria. Ces recommandations comprenaient la nécessité de sensibiliser en permanence les

femmes et les jeunes sur les efforts visant à promouvoir la non-violence pendant les élections, le renforcement des groupes de femmes au Nigéria pour qu'ils puissent participer à l'observation électorale, une déclaration gouvernementale d'un jour férié pour les étudiants pendant les élections afin de faciliter une participation accrue et la nécessité pour la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de prendre des mesures précises pour contrôler la monétisation excessive des élections et l'impartialité accrue du gouvernement dans le processus électoral. Prendre de telles mesures

améliorerait la participation et la sécurité des femmes et des jeunes pendant les élections.

Cet événement marque l'engagement d'UNOWAS, d'ONU Femmes et du GTFJPS-AOS en faveur de la mise en œuvre des résolutions 1325 (2000) et 2250 (2015) du Conseil de sécurité des Nations Unies, ainsi que la poursuite des efforts visant à offrir aux femmes et aux jeunes une participation significative et active au processus politique et de consolidation de la paix au Nigéria et dans toute l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.



« Ma priorité est de soutenir les efforts de la Guinée-Bissau en faveur d'élections législatives libres, équitables et inclusives »



Coordonnateur Résident des Nations Unies en Guinée-Bissau depuis avril 2022, Anthony Ohemeng-Boamah s'appuie sur plus de 25 ans d'expérience dans le développement international qui lui permettent d'être, optimiste pour l'avenir de la Guinée-Bissau. Interview.

En tant que Coordonnateur Résident en Guinée Bissau, pouvez-vous nous parler de ce pays ?

La Guinée-Bissau est un pays dynamique d'Afrique de l'Ouest avec une population en croissance rapide d'environ 2 millions de personnes, dont la majorité sont des jeunes. La masse terrestre du pays comprend environ 80 îles qui font partie de l'archipel des Bijagos et est dotée d'un large éventail de ressources naturelles, y compris des terres fertiles, des forêts, des minéraux et des ressources en eau. Certaines îles des Bijagos, par exemple, sont des sanctuaires pour les cinq

tortues de mer les plus menacées au monde. L'agriculture est l'épine dorsale de l'économie bissau guinéenne, représentant 45 pour cent du PIB et employant plus de 80 pour cent de la main-d'œuvre dans diverses activités à faible valeur ajoutée. Le pays est l'un des principaux exportateurs de noix de cajou. La Guinée-Bissau possède également d'importantes ressources halieutiques, son littoral s'étendant sur plus de 350 km, le long de l'océan Atlantique.

Le pays a un secteur minier relativement sous-développé, mais il possède d'importants gisements de bauxite,

de phosphates et de petites quantités d'or ainsi que des ressources pétrolières et gazières potentielles. Le secteur forestier contribue également de façon importante à l'économie. La Guinée-Bissau a désigné 26 % de sa superficie comme zones protégées. Ces aires protégées comprennent les parcs nationaux, les réserves naturelles et les sanctuaires fauniques, qui visent à conserver la biodiversité riche et unique du pays.

La Guinée-Bissau est bien positionnée dans la région. C'est l'un des deux pays lusophones de la CEDEAO et membre de l'Union monétaire ouest-africaine

(UEMOA). Son Président, Umara Sissoko Embalo, est actuellement Président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO.

Le système des Nations Unies est actif dans ce pays depuis des décennies, quelle est votre évaluation du rôle de l'ONU ?

La Guinée-Bissau est l'un des rares pays d'Afrique à avoir mené une guerre de libération sanglante pour obtenir son indépendance du Portugal. L'appui de l'ONU après l'indépendance a consisté principalement en un renforcement des capacités institutionnelles, la formation des fonctionnaires et une assistance dans les secteurs sociaux, de la santé et de l'éducation.

L'ONU a joué un rôle déterminant dans la stabilisation de la dynamique macroéconomique dans le pays dans les années 1990, notamment en soutenant sa transition du peso monétaire national à la zone CFA. L'ONU a également joué un rôle important dans la transition vers la démocratie multipartite, y compris la tenue des premières élections multipartites en 1994.

Malheureusement, les premières périodes de démocratie ont également coïncidé avec des périodes d'instabilité. La période du milieu des années 90 aux années 2000 a été marquée par une guerre civile, des coups d'État et des assassinats créant un contexte social et politique vulnérable et instable. Au cours de cette période de turbulence, la présence de l'ONU a été transformée en mission politique spéciale pour mettre l'accent sur la recherche de la paix et de la stabilité. Les interventions, qui couvrent le lien paix-sécurité-développement, ont consisté à soutenir plusieurs accords de paix et à faciliter leur mise en œuvre. Cela comprenait l'Accord

d'Abuja de 1998, qui visait à mettre fin à la guerre civile du pays. L'Accord de paix d'Abuja et la création du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix (BINUGBIS) demeurent des étapes importantes dans les efforts visant à instaurer la paix et la stabilité en Guinée-Bissau (1999-2021). L'ONU continue d'apporter son soutien aux institutions politiques et de sécurité du pays afin de renforcer leur capacité à maintenir la paix, la stabilité et à protéger les droits de l'homme.

Avec l'avènement d'une paix et d'une stabilité relatives depuis 2015, l'ONU est revenue depuis 2021 à une présence normale. Le Coordonnateur résident a pour mandat de mettre en œuvre les réformes des Nations Unies et d'assurer la mise en œuvre d'initiatives transformatrices pour faire progresser la Guinée-Bissau vers la réalisation des objectifs de développement durable.

Le Cadre de coopération durable des Nations Unies en cours, qui couvre la période 2022-2026, repose sur trois priorités stratégiques, à savoir : une gouvernance transformationnelle et inclusive ; la transformation économique structurelle et la croissance inclusive verte et résiliente ; et la mise en valeur du capital humain. Les priorités interconnectées et interdépendantes intègrent celles de la consolidation de la paix pour renforcer la paix et la stabilité.

Le cadre de coopération est explicitement aligné au Plan national de développement 2020-2023 et constitue le principal instrument du système des Nations Unies pour aider la Guinée-Bissau à atteindre le Programme 2030 et les objectifs de développement durable. Il intègre les principes de « ne laisser personne de côté », de genre et de droits de l'homme.

Pour conclure, au cours des décennies qui se sont écoulées depuis l'indépendance en 1974, l'ONU a joué un rôle important dans le renforcement des capacités institutionnelles permettant à la nation de fonctionner. L'ONU a accompagné la Guinée-Bissau dans ses transitions démocratiques parsemées de conflits et d'instabilité, en veillant à ce que le dialogue, la coexistence pacifique et la gouvernance démocratique inclusive et participative deviennent des caractéristiques positives à utiliser pour tirer parti du développement et du progrès socio-économique. Avec l'émergence de la paix et de la stabilité, reflétée dans le cadre de la coopération des Nations Unies pour le développement durable, nous aidons la Guinée-Bissau en développant son potentiel de compétitivité efficace dans l'économie internationale en l'aider à la transformation économique, au développement du capital humain et la modernisation des institutions.

Quels sont les principaux défis aux-quels la Guinée-Bissau est confrontée ?

Malgré la richesse de ses ressources naturelles et de son potentiel humain, la Guinée-Bissau est confrontée à de nombreux défis.

Le principal défi consiste à éliminer l'instabilité politique et à assurer une paix durable, à long terme. À cela s'ajoute l'impératif de renforcer et de moderniser les institutions de gouvernance pour renforcer la stabilité politique.

Le pays a également le défi d'améliorer l'infrastructure pour le commerce et les interactions sociales. Le réseau routier, par exemple, dans de nombreux endroits, est dans un état de délabrement. Cela entrave la capacité d'améliorer l'agriculture. Bien que le

Le pays ait fait des progrès significatifs, il se classe 43ème sur 55 pays d'Afrique en termes de développement des infrastructures.

Troisièmement, il est urgent de diversifier la production agricole et d'éliminer la dépendance à l'égard d'une monoculture qui expose le pays aux aléas du commerce international. En tant qu'importateur net de produits alimentaires, le pays est très vulnérable aux chocs sur les marchés alimentaires mondiaux. La Guinée-Bissau importe plus de 43 % des céréales consommées dans le pays (et 100 pour cent du blé).

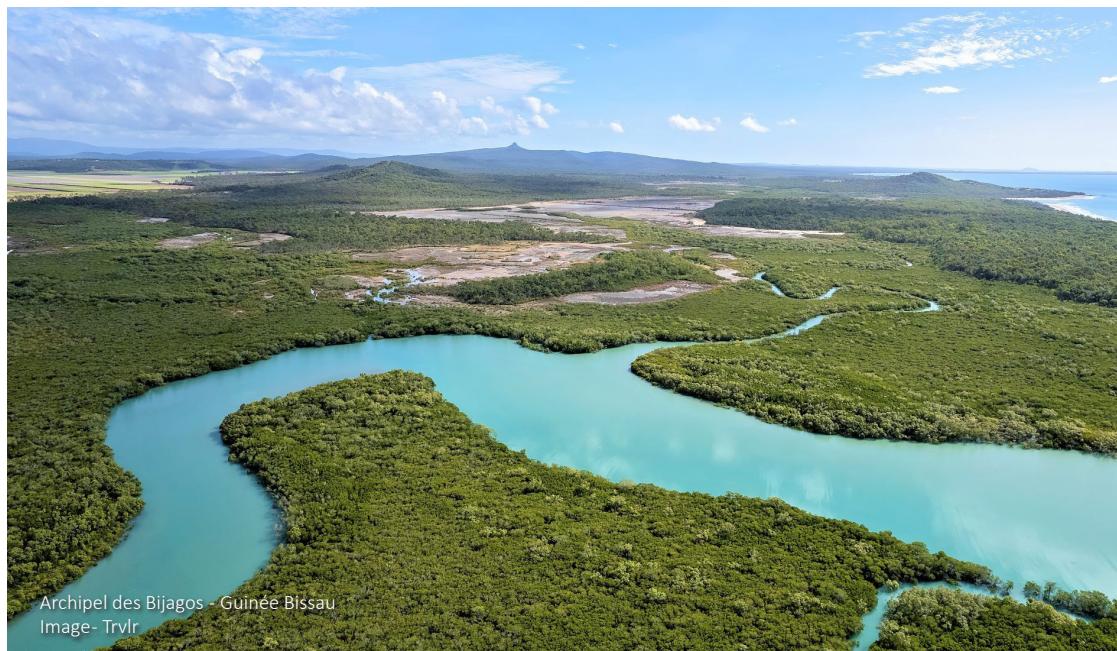
De même, pour un pays riche en ressources halieutiques, le manque d'infrastructures et de transformation limite la valeur ajoutée de ce secteur important pour la croissance. En 2019, 165.000 tonnes ont été produites sur un potentiel de 300.000 tonnes. Alors que le secteur de la pêche contribue à hauteur de 10 à 15 % aux recettes publiques, la valeur ajoutée locale des produits de la pêche et les exportations de poisson (et donc les contributions en devises) restent très limitées.

Quatrièmement, l'infrastructure dans les secteurs sociaux doit également être améliorée pour accompagner le développement du potentiel de capital humain dans le pays. L'éducation et la santé exigent une attention suffisante pour développer les capacités humaines nécessaires à la Guinée-Bissau de demain. Environ 28 % des enfants niveau primaire et 23 % des jeunes de niveau secondaire ne sont pas scolarisés. La mortalité maternelle est extrêmement élevée en raison du difficile accès aux centres de santé, avec une moyenne de 667 pour 100000 naissances vivantes. La mortalité reste très élevée avec 74 pour 1000 naissances vivantes. Plus de la moitié de la population souffre de malnutrition, un quart souffre de malnutrition chronique.

Quelles sont vos priorités pour 2023 - 2024 ?

Ma priorité en tant que Coordonnateur résident des Nations Unies est d'appuyer les efforts de la Guinée-Bissau en vue d'élections législatives libres, régulières et inclusives. Deuxièmement, il s'agit de faciliter la mise

en œuvre des programmes émanant du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, d'identifier les accélérateurs et les programmes de transformation pour la réalisation des ODD. Par exemple, nous travaillons sur les soins de santé primaires qui promettent de changer les résultats en matière de santé pour la plupart de la population. Ma troisième priorité est de mettre en place des systèmes efficaces de collecte et d'analyse des données afin d'éclairer les politiques, la planification et la mise en œuvre. Nous avons aidé le pays à préparer son tout premier rapport d'examen national volontaire des ODD et la rareté des données compromet la mesure du succès. À cet égard, l'ONU soutient la réalisation d'un recensement général de la population afin de combler certaines lacunes en matière de données. Ma quatrième priorité est de mettre en place des structures efficaces pour coordonner les interventions des partenaires de manière à aider le gouvernement à mettre en œuvre les priorités du Plan national de développement.



Archipel des Bijagos - Guinée Bissau
Image- Trvlr

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



1 PAS DE PAUVRETÉ 	2 FAIM «ZÉRO» 	3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE 	4 ÉDUCATION DE QUALITÉ 	5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES 	6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT 	7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE 	8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE 	9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE 	10 INÉGALITÉS RÉDUITES 	11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES 	12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES 	13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES 	14 VIE AQUATIQUE 	15 VIE TERRESTRE 	16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES 	17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 	
---------------------------------	-----------------------------	--	--------------------------------------	---	--	---	---	---	--------------------------------------	---	--	--	--------------------------------	--------------------------------	--	---	--

« Cette Guinée doit renaitre avec force dans la paix et pour la paix »



Conjointement lancé il y a un an par les autorités de la transition et les Nations Unies, le projet « Promotion de l'inclusivité et de la cohésion sociale » s'est achevé à Conakry, le 19 janvier 2023, avec une série de recommandations qui ont été le fruit de consultations et d'échanges entre les différentes communautés.

« Il n'y a pas mieux que la paix. Sans elle, il n'y a pas de développement, ni de vie épanouie. Il nous faut œuvrer pour maintenir cette paix. »

Ces paroles qui sonnent comme un cri de cœur sont d'un jeune leader de Dabola. Mamadou Djan Cisse, du haut de ses 25 ans, explique comment Dabola, ville cosmopolite dont il est originaire, ainsi que son pays, la Guinée, « ont besoin d'aller de l'avant. Et cela en passant par une consolidation de la paix ».

Une caravane de la paix sillonne la Guinée

Le jeune Mamadou Djan Cisse participe aux sessions d'échange et de dialogue organisées dans la ville de

Dabola, dans le cadre de la caravane de « Promotion de l'inclusivité et de la cohésion sociale en Guinée ». Ce projet sur la cohésion sociale s'inscrit dans la stratégie de prévention des conflits et de consolidation de la paix des Nations Unies et permet d'accompagner des pays de la sous-région dans leurs efforts de renforcement de la cohésion sociale.

A l'instar de Dabola, la caravane culturelle de sensibilisation sur la Cohésion Sociale en Guinée, lancée en novembre 2021 à Nzérékoré, a sillonné, durant toute l'année 2022, des zones considérées conflictogènes, en l'occurrence Macenta, Siguiri, Kankan, Mamou, Labé, Koundara, Boffa, Kindia, et Conakry. Elle avait pour objectif de favoriser les processus de réconciliation

au niveau national et communautaire par la mise à contribution des cultures locales, et le renforcement et la promotion des droits de l'homme et le vivre ensemble.

A travers des espaces d'échange et de dialogue, les communautés locales ont essentiellement débattu des problématiques qui fragilisent le vivre ensemble, notamment, les conflits fonciers et domaniaux, les relations entre le sociétés minières et populations, le chômage des jeunes, et les violences basées sur le genre. Aïssata Onivogui, la vingtaine, membre du Club des Jeunes Filles Leaders de Guinée (CJFLG), estime que le passage de la caravane dans sa ville de Macenta, était bénéfique « Nous avons fait une sensibilisation au niveau des écoles,

et même des salons de coiffure. Nous avons parlé aux jeunes de tolérance et de cohabitation pacifique comme la meilleure façon de maintenir la paix. Les jeunes ont été invités à laisser les messages de haine et à ne pas se laisser manipuler par les hommes politiques, » dit Aissata.

La diversité culturelle au service de la paix

Dans certaines localités, des pratiques culturelles et sociales qui promeuvent et renforcent la cohésion sociale ont été mises en exergue, avec, entre autres, la revalorisation des pactes de « vivre ensemble » communautaires, le sport de masse, et des manifestations culturelles et traditionnelles.

Koumanthio Zeinab Diallo, auteure et aussi co-fondatrice du musée du Fouta Djallon et du célèbre Théâtre du Musée à Labé, se considère comme gardienne du patrimoine culturel guinéen. Dans le cadre de ce projet, elle s'est évertuée à aller à la rencontre des populations pour les sensibiliser et démontrer qu'à travers le patrimoine culturel, le peuple guinéen peut reconstruire la paix.

« Aux populations, nous leur avons demandé quelle Guinée elles souhaitaient construire. Pour ma part, j'exhorté tout le monde à penser à une Guinée qui va se reconstruire à partir de tous les éléments culturels, des pactes de paix qui ont été signés et des liens qui ne doivent pas être coupés, » dit l'écrivaine.

« Moi, je suis l'un des acteurs de la caravane lancée par les Nations Unies, » lance l'Imam de la Mosquée de Labé, El Hadji Mamadou Diallo, A la suite de Mme Diallo. « Pour nous religieux, notre rôle afin de trouver ensemble des solutions pour le maintien de la paix n'est pas difficile et n'est pas caché, »

déclare le guide religieux. Il explique que « Dieu nous a créés tous égaux en tant qu'être humain, afin que l'on vive ensemble dans la cohésion. Et nous devons nous éloigner de tout ce qui peut nuire notre entente. »

La place de la femme dans la recherche et le maintien de l'harmonie communautaire a également été largement débattue. Pour Mme Kaba Djessira, « le rôle de la femme dans la consolidation de la paix est primordial. » « Une femme qui a la culture de la paix, c'est tout une communauté qui en bénéficie, » surenchérit-elle. Allant dans le même sens que Mme Djessira, l'auteure Zeinab Diallo déclare que « la femme joue un rôle extrêmement important dans la transmission orale. Déjà dans le ventre de sa maman, l'enfant commence à entendre sa maman et à l'écouter. La maman transmet à l'enfant toutes ces vertus de la culture et elle a en charge la construction de la paix dans la cellule de base qu'est la famille. »

Des recommandations pour l'avenir

Lors de la cérémonie de clôture, la Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général et Cheffe par intérim du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), Mme Giovanie BIHA a déclaré que « le projet sur la cohésion sociale a été mené à bien grâce à la volonté et l'engagement de tous les acteurs guinéens. » La Représentante spéciale a également souligné l'importance de la mise en œuvre des recommandations, fruits de plusieurs mois de réflexion et de discussions.

Les populations des villes qui ont été visitées, ont, entre autres, préconisé l'inclusivité et la transparence dans les processus politiques, sociaux et économiques. Elles ont appelé à une équité territoriale et au renforcement

de l'accès aux services sociaux de base, la distribution équitable des richesses nationales, et au respect des droits humains. Le renforcement et amplification des initiatives de renforcement de la cohésion en misant sur les messages lancés par les activités à l'occasion de la réalisation des activités a également été fortement encouragé.

De son côté, le Secrétaire général du ministère des Affaires Etrangère, M. Kabele SOUMAH a salué les résultats du projet : « Je réitère l'engagement du gouvernement à les soutenir, conformément aux efforts pour promouvoir la réconciliation nationale, y compris avec la diaspora guinéenne » a-t-il déclaré.

Les recommandations présentées à l'atelier de clôture du projet ont été transmises aux autorités de transition de la République de Guinée.

Les communautés locales espèrent pouvoir continuer à créer des espaces inclusifs d'échange et de dialogue à l'échelle locale pour débattre des préoccupations liées à la cohésion sociale et identifier des solutions locales. « Nous comptons identifier des groupes cibles dans chaque quartier pour renforcer la prévention des conflits. L'idée est vraiment d'impliquer les jeunes dans la promotion de la paix, » a indiqué Djan Diallo, un jeune de Labé qui a été choisi et formé comme animateur.

« Nous avons essayé de créer le dialogue sur le quotidien allant dans le sens de la promotion de la fraternité et de la reconstitution de ce lien en lambeau aujourd'hui, » a déclaré Mme Zeinab Diallo, avant d'ajouter que « cette Guinée doit renaître avec force dans la paix et pour la paix, cette denrée rare que nous recherchons et que nous devons garder jalousement. »

Un Grand Rendez-vous pour discuter de la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et centrale



Photo - UN Photo/Albert González Farran

Un Grand Rendez-vous de trois jours pour faire un état des lieux de la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et du Centre a été organisé du 28 février au 2 mars 2023 à Dakar. Il a rassemblé plus d'une centaine d'experts, de représentants de gouvernements, des forces de défense et de sécurité, de la société civile, de chefs traditionnels et religieux, ainsi que de représentants d'organisations régionales et internationales.

En 2015, le Secrétaire général des Nations Unies d'alors, Ban Ki Moon, a lancé un appel à une action concertée de la communauté internationale pour prévenir et lutter contre l'extrémisme violent. Il s'agit du Plan d'action des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme qui préconisait une approche globale et la mise en place de mesures efficaces pour traiter les causes profondes de ce fléau.

Sept ans après, il était utile de faire un état des lieux des initiatives entreprises dans ce cadre et de formuler des orientations pour un meilleur traitement de cette réalité qui sévit toujours aux niveaux communautaire, national et régional.

Expansion de l'extrémisme violent

Aujourd'hui, les conditions de sécurité continuent de se détériorer dans de grandes parties du Sahel, avec une recrudescence du nombre de victimes de violence, notamment des femmes et des enfants. Les pays côtiers du golfe de Guinée expérimentent un nombre accru d'attaques contre leurs territoires. Par ailleurs, l'extrémisme violent connaît également une expansion dans le bassin du Lac Tchad et dans le Sahel Central.

C'est dans ce contexte que le Grand Rendez-vous pour la prévention de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et centrale : réalités et per-

spectives, conjointement organisé par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse et le Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité (CHEDS) du Sénégal, s'est tenu à Dakar sous la co-présidence du Général de Brigade Jean DIEME, Directeur général du Centre des Hautes Etudes de Défense et de Sécurité du Sénégal (CHEDS), S.E. M. Simon GEISSBÜHLER, Secrétaire d'Etat adjoint du Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, S.E.M. Jean-Antoine DIOUF, Directeur de cabinet de la Ministre des Affaires étrangères et des Sénégalaïs de l'Extérieur du Sénégal, représentant

S.E. Mme Aïssata TALL SALL, et Mme Giovanie BIHA, Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

Dans son allocution d'ouverture, la Cheffe d'UNOWAS par intérim, Mme Giovanie Biha, a relevé l'importance de « replacer la problématique de l'extrémisme violent dans le contexte des déficits de gouvernance politique, économique et sociale des États qu'elle déstabilise, et de penser les politiques et efforts de prévention à travers ce prisme-là. » et d'ajouter que « les efforts de prévention des gouvernements et sociétés affectées doivent s'orienter vers une meilleure gouvernance économique, ciblant en particulier les jeunes et les zones périphériques et frontalières. »

Le dialogue, un outil de prévention clé

Au cours des discussions, les participants sont revenus sur les expériences de leurs pays et institutions respectives en matière de prévention de la

violence, à travers l'adoption de politiques publiques la mise en œuvre de diverses expériences concrètes de dialogue politique inclusif. En effet, le dialogue a été cité comme outil privilégié de prévention de l'extrémisme violent. Et pour cela, il est fondamental de mettre à profit les communautés locales ainsi que les leaders traditionnels et religieux et de renforcer les plateformes et mécanismes déjà existants. Dans le cadre de ce dialogue, le renforcement du rôle des femmes est primordial, ont souligné les participants.

Les diverses analyses et recommandations issues des travaux, ont souligné la nécessité d'engager systématiquement une action concertée de tous les acteurs concernés sur les causes profondes de la violence et leur réduction. Les participants ont insisté sur l'importance d'intégrer la prévention de l'extrémisme violent dans les politiques et stratégies publiques des Etats, ainsi que des organisations régionales, en particulier de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de

Centrale (CEEAC) et de l'Union africaine.

Des recommandations concrètes ont été formulées autour des principales mesures à renforcer, au premier rang desquelles le dialogue permanent comme de gouvernance publique, en particulier le dialogue entre politiques, populations et forces de défense et de sécurité, l'inclusion des femmes et des jeunes dans les actions de prévention de l'extrémisme violent, le rôle des forces de défense et de sécurité en tant qu'acteurs de la prévention de la violence, la nécessité d'apporter satisfaction au besoin de justice sociale, ou encore la coordination dans la définition et la mise en œuvre des politiques nationales et régionales en faveur de la prévention.

A l'issue du Grand Rendez-vous, un relevé des conclusions a été publié. Ces conclusions invitent les Etats de la région, les organisations régionales et sous-régionales, les partenaires et responsables politiques, sécuritaires et de la société civile, à agir en concert pour améliorer la situation d'une manière efficace et perenne.



Alerte pour les enfants du Sahel central



L'intensification du conflit armé qui sévit dans la région du Sahel central touche de plus en plus d'enfants, et met en péril leur existence et leur avenir. L'UNICEF tire la sonnette d'alarme et appelle à un soutien urgent pour répondre à cette crise.

« Cette nuit-là, nous étions à la maison quand les bandits sont arrivés », raconte Foune Sanogo, 11 ans, en décrivant comment elle a fui son village de Koro, dans le centre du Mali. « Les gens criaient et se cachaient dans leurs maisons et verrouillaient les portes. Quand l'attaque a pris fin, ma mère et mon père ont dit que nous devions fuir parce que c'était trop dangereux. »

Pour les enfants du Sahel central, le conflit grandissant a un impact con-

sidérable, notamment par le ciblage délibéré des écoles. Foune est l'une des quelque 2,7 millions de personnes au Burkina Faso, Mali et Niger qui ont été forcées de quitter leurs terres en raison des conflits armés et de l'insécurité pour se réfugier dans des camps de déplacés ou des communautés d'accueil vulnérables dans les trois pays.

« Quand les bandits sont arrivés, dit Foune, ils ont dit à tout le monde que

si quelqu'un allait à l'école, ils le tuaient. Alors tout le monde avait peur et personne n'allait à l'école. »

Plus de 8 300 écoles ont fermé dans les trois pays parce qu'elles ont été directement ciblées, que les enseignants ont fui ou parce que les parents ont été déplacés ou trop effrayés pour envoyer leurs enfants à l'école.

Le Burkina Faso abrite près de la moitié des écoles fermées en Afrique centrale

et de l'Ouest : plus d'un million d'enfants sont actuellement touchés par les fermetures d'écoles avec 6 134 établissements scolaires fermés en février 2023, soit une augmentation de plus de 40 pour cent depuis la fin de la dernière année scolaire.

Comme le souligne un nouveau rapport de l'UNICEF, publié le 17 mars 2023, sur le Sahel central et les pays voisins, dix millions d'enfants au Burkina Faso, Mali et Niger ont besoin d'une aide humanitaire (deux fois plus qu'en 2020), en grande partie en raison de l'escalade du conflit. Dans les pays côtiers voisins, près de 4 millions d'enfants sont en danger alors que les hostilités entre les groupes armés et les forces de sécurité nationales se propagent au-delà des frontières.

« Les enfants sont de plus en plus pris dans le conflit armé, victimes de l'intensification des affrontements militaires ou pris pour cible par des groupes armés non étatiques », a déclaré Marie-Pierre Poirier, Directrice régionale de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre. « L'année 2022 a été particulièrement violente pour les enfants du Sahel central. Toutes les parties au conflit doivent de toute urgence mettre fin aux attaques contre les enfants et leurs écoles, centres de santé et foyers ».

Au Burkina Faso, « environ un quart des enfants chassés de l'école sont dans de nouvelles salles de classe », a déclaré Hassane Hamadou, Directeur général du Conseil national pour les réfugiés. « La majorité d'entre eux n'ont pas accès à l'éducation, ce qui les prive de leur enfance et de leur chance de devenir des adultes et des citoyens indépendants. »

Trois fois plus d'enfants ont été tués au Burkina Faso au cours des neuf premiers mois de 2022 qu'au cours de la

même période en 2021, selon les données de l'ONU. La plupart des enfants sont morts de blessures par balle lors d'attaques contre leurs villages ou à la suite d'engins explosifs improvisés ou de restes explosifs de guerre.

Les hostilités débordent du Sahel central vers les régions frontalières du nord du Bénin, de la Côte-d'Ivoire, du Ghana et du Togo – des communautés isolées avec des infrastructures et des ressources limitées, où les enfants ont un accès extrêmement limité aux services essentiels et à la protection.

« L'ampleur de la crise dans le Sahel central et, de plus en plus, dans les pays côtiers voisins, nécessite de toute urgence une réponse humanitaire plus forte ainsi que des investissements flexibles à long terme dans des services sociaux essentiels résilients qui aideront à consolider la cohésion sociale, le développement durable et un avenir meilleur pour les enfants », a déclaré Mme Poirier.

L'UNICEF exhorte les gouvernements du Sahel central et des pays côtiers touchés, ainsi que les partenaires techniques et financiers, à accroître considérablement les investissements dans l'élargissement de l'accès aux services sociaux essentiels et à la protection, en tant que voies essentielles vers la paix et la sécurité.

L'UNICEF appelle également toutes les parties au conflit à remplir leurs obligations morales et juridiques fondamentales envers les enfants en vertu du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Il s'agit notamment de mettre fin aux attaques contre les enfants et les services sur lesquels ils comptent. Avec des partenaires locaux, l'UNICEF Mali a atteint plus de 440 enfants libérés des forces ou groupes armés avec une protection ou un soutien à la réintégration en 2022.

Plus de 2 000 enfants non accompagnés et séparés ont été réunis avec leur famille ou ont bénéficié d'une protection de remplacement appropriée.

Grâce à une coordination étroite, l'UNICEF travaille également avec la famille des Nations Unies pour promouvoir la résilience des communautés du Sahel central, investir dans le développement à long terme et travailler en étroite collaboration avec les adolescents et les jeunes en tant qu'agents du changement au Sahel.

Dans le Sahel central, l'UNICEF a aidé en 2022, 1,2 million d'enfants à accéder à l'éducation formelle ou non formelle, y compris l'apprentissage précoce.

Au Mali, Foune est déplacée mais elle est de retour à l'école et se porte bien : elle est première de sa classe et rêve de devenir pompier.



Plus de 8 300 écoles ont fermé dans les trois pays parce qu'elles ont été directement ciblées, que les enseignants ont fui ou parce que les parents ont été déplacés ou trop effrayés pour envoyer leurs enfants à l'école.

Fatou Jeng : “Les jeunes sont de puissants agents de changement”



Le 17 mars 2023, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé que Fatou Jeng avait été sélectionnée comme l'une des jeunes leaders du climat pour siéger à son Groupe consultatif de la jeunesse sur les changements climatiques. En tant que fondatrice de Clean Earth Gambia, l'une des plus grandes Organisations Non Gouvernementales (ONG) environnementales dirigées par des jeunes en Gambie, Fatou est parmi les jeunes leaders climatiques les plus influents du continent africain. Fière Gambienne, arborant le drapeau de son pays sur la scène mondiale et représentant les jeunes et les femmes de la région, elle est en première ligne de l'action climatique dans la région.

Fatou a grandi dans la capitale gambienne, Banjul, une île saillante exposée aux conditions difficiles de l'océan At-

lantique. Fille d'un agriculteur, elle a régulièrement été témoin de l'impact dévastateur du changement climatique sur la principale source de revenus de son père et des nombreuses formes sous lesquelles il peut se manifester. La dégradation des terres, la sécheresse, les inondations et d'autres événements liés aux conditions météorologiques continuent de dicter et de menacer les moyens de subsistance des familles et des communautés, même aujourd'hui. Elle réfléchit : « Pendant la saison des pluies, ma ville est souvent inondée, laissant de nombreuses familles, en particulier les femmes et les enfants, sans abri ni produits de première nécessité ». C'est cette expérience qui a motivé Fatou à devenir une défenseure de l'action climatique dans sa communauté et au-delà.

Déterminée à améliorer la vie de ses compatriotes gambiens, Fatou a fondé Clean Earth Gambia en janvier 2017. Son organisation non gouvernementale travaille avec les jeunes pour protéger l'environnement par le biais d'initiatives telles que des ateliers de renforcement des capacités, des mesures de plantation d'arbres et des activités de nettoyage. C'est avec une grande fierté que Fatou détaille les nombreuses réalisations de son organisation depuis sa création jusqu'à ce jour. « Depuis 2020, en partenariat avec le conseil municipal de Banjul, nous avons planté plus de 10 000 cocotiers et baobabs le long de la côte de Banjul, ce qui aidera à prévenir l'élévation rapide du niveau de la mer ».

Non seulement Fatou est une ardente jeune défenseure du climat, mais elle reconnaît également l'impact dispro-

portionné du changement climatique sur les femmes. Il était donc important pour elle que Clean Earth Gambia travaille en étroite collaboration avec les agricultrices rurales, renforçant leurs capacités d'adaptation aux impacts du changement climatique tout en plaident pour la protection de leurs terres agricoles. « Nos efforts et mon leadership ont permis de sauver les terres agricoles de ces agricultrices », triomphe Fatou. Pour atteindre ces résultats, Clean Earth Gambia s'est associé à des organisations locales et de la société civile en Gambie, au gouvernement gambien et à des agences des

Nations Unies pour mettre en œuvre ses programmes.

Les aspirations de Fatou en tant que l'une des jeunes conseillers du Secrétaire général pour le climat reposent sur la représentation. « Il ne s'agit pas seulement de la nomination elle-même, mais de ce que je peux accomplir dans ce rôle pour représenter les voix des jeunes... et défendre les meilleurs intérêts des communautés les plus vulnérables et sous-représentées dans l'adaptation au climat », explique-t-elle. Lorsqu'on lui a demandé quel serait son message aux dirigeants

et aux chefs de gouvernement de la région, Fatou a souligné que « les jeunes sont de puissants agents de changement. Cependant, nous devons reconnaître que la lutte pour la justice climatique ne peut pas être gagnée par les seuls individus, mais nécessite un effort collectif de la part des gouvernements, des jeunes et de toutes les parties prenantes ».

Dans une région qui subit de plein fouet le changement climatique, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont plus que jamais besoin de Fatou et de ses camarades défenseurs du climat.



Clean Earth Gambia & Leap Africa

A LIRE



L'ONUDC a lancé, en début mars, dans le cadre du projet d'Évaluation de la menace de la criminalité transnationale organisée – Sahel ([TOCTA-Sahel](#)), une série de rapports de recherche qui fournissent une analyse approfondie des principaux marchés criminels au Sahel, notamment le trafic de produits médicaux, le trafic de carburant, le trafic d'armes à feu et le trafic de migrants.

Les rapports présentent un tableau complet des catalyseurs du crime organisé et de son impact sur la région. Ils mettent en évidence la diversité et la multiplicité des flux et des acteurs criminels dans la région en soulignant le rôle de la corruption dans la chaîne d'approvisionnement légale en tant que catalyseur et/ou facilitateur de la traite. Ils revisitent certaines affirmations, notamment sur le lien entre le terrorisme et le crime organisé et le type d'acteurs impliqués dans l'exploitation et l'abus des migrants en transit au Sahel, et évaluent comment le crime organisé sape la stabilité dans la région.

Le projet TOCTA-Sahel vise non seulement à favoriser une plus grande coopération internationale afin de perturber les réseaux criminels, mais aussi, en mettant l'accent sur le rôle des groupes armés et la stabilité, il aide les États membres à anticiper et à relever les défis qui pourraient survenir dans un avenir proche.